

Convention collective nationale

IDCC : 11. – **PORTS AUTONOMES MARITIMES
ET CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
CONCESSIONNAIRES DANS LES PORTS MARITIMES
DE COMMERCE ET DE PÊCHE (PERSONNELS)**
(17 juillet 1947)

ACCORD DU 25 JANVIER 2007
RELATIF À L'ÉVOLUTION DE LA CAISSE DE RETRAITE
NOR : ASET0750979M
IDCC : 11

Entre :

L'union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes,

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La loi du 21 août 2003 portant réforme des retraites, dite loi « Fillon » impose à la CRP de se transformer avant le 31 décembre 2008.

Parallèlement, et pour des raisons liées au traitement fiscal (pour les salariés) et social (charges patronales et salariales) du financement du dispositif, celui-ci devra évoluer avant le 30 juin 2008.

Un accord paritaire du 31 mai 2006 a privilégié la transformation de la CRP en institution de gestion de retraite supplémentaire (IGRS) et a mandaté le conseil d'administration de la CRP pour qu'il constitue, en son sein, un groupe de travail (élargi à des experts) chargé de proposer aux partenaires sociaux les adaptations nécessaires pour mettre en œuvre la réforme imposée par la loi.

Conformément aux termes de cet accord, le groupe de travail paritaire s'est entouré d'experts des deux collèges et, avec l'accord du conseil d'administration, a mandaté plusieurs cabinets spécialisés pour l'assister dans sa démarche.

Compte tenu de la très grande urgence de transformer la CRP, sous peine de subir une dissolution décidée par les autorités de tutelle, et après avoir pris connaissance des nouvelles études actuarielles et des expertises juridiques effectuées par les conseils, le groupe de travail a proposé que soit établi un accord d'étape afin :

- d'éliminer définitivement les hypothèses qui ne paraissent pas réalistes ;
- de lui permettre d'entrer dans une phase concrète de préparation des réformes à faire adopter par la commission paritaire.

A cette fin, il est décidé ce qui suit :

Article 1^{er}

La prévoyance

Un régime de prévoyance est actuellement financé par une partie des cotisations versées à la CRP.

L'institution de retraite supplémentaire actuelle et l'institution de gestion de retraite supplémentaire qui pourrait être créée n'ont pas le droit de gérer de telles garanties.

La couverture des engagements sera assurée par un organisme assureur (institution de prévoyance, mutuelle ou compagnie d'assurance) désigné par accord paritaire annexé à la convention collective de branche.

Les prestations de prévoyance seront regroupées dans un contrat unique qui va faire l'objet d'une consultation auprès de plusieurs partenaires potentiels à partir d'un cahier des charges établi sur la base du document joint en annexe.

Les prestations concernées sont :

- invalidité ;
- incapacité ;
- rentes de conjoint de titulaires décédés en activité ;
- rentes d'éducation au profit d'orphelins.

Pour ces risques, le niveau des prestations accordées sera fonction du salaire brut des salariés.

Le groupe de travail paritaire sera associé à l'analyse des offres et à l'audition des organismes assureurs.

Les garanties de prévoyance seront définies par accord paritaire au vu des résultats de l'appel d'offres.

Article 2

La retraite chapeau (titre I^{er} du règlement de retraite)

Le groupe de travail est mandaté pour étudier les conséquences en cas de fermeture du régime et ses modalités de mise en œuvre :

- à l'égard des non-allocataires : modalités de « gel des droits » ;
- à l'égard des retraités allocataires : modalités de calcul des pensions de réversion, modalités futures de maîtrise de revalorisation des pensions.

Article 3

Réflexion sur la mise en place d'un nouveau régime

Le groupe de travail paritaire est mandaté pour étudier la possibilité de soumettre au conseil d'administration de la CRP des propositions en vue de la mise en place d'un nouveau régime de retraite au bénéfice des salariés présents à l'effectif à la date de fermeture du dispositif actuel et aux nouveaux embauchés.

Article 4

Compte tenu de l'échéance du 30 juin 2008 mentionnée au préambule, une nouvelle réunion paritaire aura lieu au plus tard le 30 juin 2007.

Fait à Paris, le 25 janvier 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

GARANTIE	NIVEAU ACTUEL
Rente d'invalidité	<ul style="list-style-type: none"> - 60 % à 70 % du salaire brut (sous déduction SS) ; - salaire brut : moyenne 12 derniers mois rémunération totale perçue (y.c. heures sup)
Rente d'incapacité (contrat GAN)	<ul style="list-style-type: none"> - 85 % à 100 % rémunération globale (+ moy 6 ou 12 mois H sup et primes) ; - (sous déduction SS) ; - limites actuelles inchangées CCN ?
Rente conjoint	<ul style="list-style-type: none"> - 10 % du salaire brut jusqu'à date retraite conjoint décédé ; - ou versement d'un capital : 200 % ou 300 % salaire brut ; - doublement si décès accidentel ? ; - majoration éventuelle si enfants à charge ? ;
Rente éducation	<ul style="list-style-type: none"> - 10 % du salaire brut/orphelin jusqu'à 21 ans ou poursuite études ; - viager si orphelin invalide ; - distinction orphelins simples/doubles ?